

Une information vue sur le site [Visa](#)

Un syndicat d'enseignants, le Snalc (Syndicat national des lycées et collèges), a pris une position tout à fait étonnante au sujet de la "théorie du genre", devenue depuis quelques mois l'angle d'attaque privilégié des opposants au mariage pour tous. On peut entendre cette position en se rendant sur le site du collectif Racine, qui regroupe "les enseignants avec Marine Le Pen".

Le 10 juillet 2013, l'enseignant Emmanuel Protin, présenté comme "membre du bureau national du Snalc" (mais également attaché de presse de ce syndicat), était invité à s'exprimer sur l'éducation par la radio d'extrême-droite Radio Courtoisie. Aux côtés de 5 autres invités, qui étaient tous des enseignants membres du Front National, il a été interrogé par le présentateur, lui-même ancien candidat FN aux élections municipales de 2001 et 2008, sur la supposée "irruption de la théorie du genre" dans les programmes de l'Éducation nationale.

Bien sûr, la formulation de cette question est doublement fautive : d'une part, rappelons qu'il n'existe pas de "théorie du genre", mais uniquement des "études de genre", qui constituent un champ de recherche universitaire inter-disciplinaire. D'autre part, les études de genre n'ont pas fait "irruption" dans l'Éducation nationale : le gouvernement Ayrault a simplement manifesté la volonté de lutter contre les stéréotypes de genre à l'école - ce qui a suffi à déclencher l'hostilité des milieux de droite et d'extrême-droite qui en ont fait leur nouveau cheval de bataille. Il aurait suffi à Emmanuel Protin, d'expliquer qu'il n'y a pas de théorie du genre, que cette supposée théorie ne figure en aucun cas dans les programmes officiels, et que le ministre lui-même a déclaré ne pas promouvoir de quelconque "théorie du genre". Hélas ! Le représentant du Snalc a fait un choix bien différent de ce que le bon sens aurait dû lui inspirer. En effet, loin de remettre en cause le pré-supposé de la question, il a poussé encore plus loin l'erreur (ou le mensonge ?) du présentateur, en déclarant : "Rien n'est scientifiquement fondé [...] On ne voit donc pas pourquoi, dans l'école de la République, on enseignerait des théories qui ne sont pas scientifiquement vérifiées". Sa réponse amalgame études de genre réelles et "théorie du genre" fantasmée, et elle laisse croire que le ministère demande aux enseignants de promouvoir des théories farfelues ou erronées, alors que ce n'est pas du tout le cas. Il y a là une confusion inquiétante de la part d'un enseignant, responsable d'un syndicat. Mais à cette erreur grossière s'ajoutent des propos encore plus surprenants. Pour compléter sa réponse, Emmanuel Protin ajoute : "Je crois qu'il y a un certain nombre de gens très très haut placés qui s'occupent de ces théories, y compris un certain M. Hollande fils [...]. Thomas Hollande travaille notamment dans ce domaine-là. La rumeur dit que c'est pour ça que le président de la République aurait un œil favorable par rapport à ça".

Cette accusation à l'emporte-pièce est tirée du site Egalité et Réconciliation dont le responsable est Alain Soral, ami de Dieudonné, ancien responsable du FN et pourfendeur à la fois du "sionisme" et du supposé "communautarisme gay". C'est une drôle de source pour un syndicat censé représenter les enseignants qui ont pour but d'éveiller l'esprit critique et la tolérance chez leurs élèves ! Après avoir déploré que Luc Chatel, bien qu'il soit à l'UMP, avait déclaré qu'il ne "reviendrait pas" sur les programmes de SVT, auxquels certains avaient (à tort !) reproché de laisser trop de place à la notion de "genre", Emmanuel Protin lance une déclaration qui se veut à demi-mystérieuse : "Il y avait déjà eu des attaques à ce niveau-là, une introduction d'une certaine forme de lobbyisme à l'intérieur de l'Éducation nationale sous le gouvernement précédent".

On comprend bien, car il s'agit là d'une ficelle habituelle à l'extrême-droite, quelle partie de la population est désignée par cette accusation de "lobbyisme" au sein du ministère : les attaques envers un supposé "lobby LGBT" sont coutumières chez Marine Le Pen, Robert Ménard ou Eric Zemmour, et le Snalc, en décembre 2011, avait déjà fustigé "le communautarisme sexuel" (sic) qu'il avait cru voir à l'œuvre dans l'évolution des programmes lors de la réforme du lycée. L'interview est disponible dans son intégralité sur le site du Collectif Racine, qui regroupe "les enseignants avec

Marine le Pen". On s'étonne, vraiment, d'entendre, sur le site du FN, le représentant de ce syndicat tenir de tels propos, alors que le Snalc se défend régulièrement d'être un syndicat lié à l'extrême-droite et revendique "neutralité" politique.

Pour information la radio d'extrême-droite Radio Courtoisie a été rappelée à l'ordre plusieurs fois par le CSA pour des propos à orientation raciste ou homophobe, mais en plus déverse un nombre impressionnant d'erreurs en quelques phrases, en s'inspirant de sites extrémistes et en donnant raison aux influents membres du Front national présents dans le même studio que lui lors de cette émission.

<http://egalitedesdroits.yagg>.